



UNION DES COMORES



Unité - Solidarité – Développement

Ministère des Finances,
du Budget et du Secteur Bancaire

Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques
(INSEED)

PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUÊTE HARMONISEE DE CONDITIONS DE VIE DE MENAGES 2020 (EHCVM)

*Ce projet d'enquête sur la pauvreté a été réalisé grâce à un financement de la Banque Mondiale
(BIRD/IDA) et de la Banque Africaine de Développement (BAD)*

Moroni, Mars 2021



Table des matières

Une incidence de pauvreté élevée au niveau national et à Ndzuwani, cependant faible à Moroni....	5
Une répartition inégale de la pauvreté sur le territoire	5
Inégalités, Profil et corrélats de la pauvreté en 2020 en Union de Comores.	6
La pauvreté est fortement corrélée avec la taille des ménages.	7
Annexes	10
Définition des mots clé.	10
Taux de pauvreté monétaire/incidence de pauvreté (P0) :	10
Pauvreté alimentaire :	10
Taux de pauvreté extrême(E0) :	10
Profondeur de la pauvreté (P1):.....	10
Sévérité de la pauvreté(P2) :	10
Indice de Gini :	10
Choc subi par le ménage :	11

Figures

Figure 1:Incidence de la pauvreté et de l'extrême pauvreté (%).....	5
Figure 2:Incidence de la pauvreté à Moroni , reste de Ngazidja , Ndzuwani et Mwali	6
Figure 3:Incidence de la pauvreté(%) en milieu urbain et rural	6
Figure 4:L'inégalité aux Comores en fonction du coefficient de Gini	7
Figure 5:Déterminant de la pauvreté.....	9

Introduction et Contexte

L'Union des Comores est un État fragile et à revenu intermédiaire mais disposant de ressources limitées. L'Union des Comores est un archipel de l'Océan Indien constitué de quatre îles : Grande Comore (Ngazidja), Anjouan (Ndzuwani), Mohéli (Mwali) et Mayotte (Maore). Les trois îles sont unifiées par un système fédéral et une présidence alternante tous cinq ans entre les trois îles. Le pays a obtenu son indépendance de la France en 1975, mais Mayotte reste jusqu'à maintenant sous administration française. Les Comores sont le troisième plus petit État africain avec une superficie d'environ 1 864 km² et une population totale estimée à 758 316 habitants en 2017. À la suite des élections présidentielles de 2010, les gouvernements successifs ont mis en œuvre une série de réformes économiques structurelles qui ont permis de qualifier le pays pour un allègement de la dette sous l'initiative pour les pays pauvres très endettés (PPTE). En décembre 2012, le pays avait accompli la majeure partie des réformes et a donc bénéficié d'un allègement significatif de sa dette. Ceci a favorisé l'expansion des aides par les partenaires au développement afin d'accélérer la mise en place des réformes, la croissance économique et la réduction de la pauvreté.

L'économie des Comores est peu diversifiée, dominée par le secteur agricole et caractérisée par une prédominance du secteur informel ainsi qu'une dépendance importante vis-à-vis des transferts internationaux de la part de la diaspora. L'économie nationale repose principalement sur l'agriculture qui représente 49% du PIB et emploie près de 70% de la population active. En dépit d'une attention particulière portée à la culture de denrées de base, le pays est toujours extrêmement dépendant des importations alimentaires. Le secteur des services est en phase de se développer, mais certains sous-secteurs comme le tourisme souffrent d'un manque de dynamisme, de coûts élevés et d'une faible qualité, ce qui réduit d'autant plus les possibilités de création d'emplois. Le marché de l'emploi est dominé par l'emploi informel avec près de 80% de la population active travaillant au sein d'unités informelles, principalement dans l'agriculture et la vente de détail. L'économie comorienne est également grandement dépendante des transferts provenant de la diaspora, en particulier la diaspora vivant en France. La contribution de ces transferts au PIB est estimée à près de 25%, plaçant les Comores à la deuxième place en Afrique, derrière l'Erythrée en matière de dépendance des transferts internationaux. Bien que ces transferts permettent d'améliorer l'existence des populations locales et les rend moins vulnérables, il semblerait qu'ils aient également un effet dissuasif sur le travail et la production locale.

La situation économique se détériore et la pauvreté reste prévalente. L'économie des Comores a montré des signes de rétablissement symbolisés par une croissance du PIB de 3,3% en 2016, 3,8% en 2017 et 3,4% en 2018. Après, les prévisions de croissance pour l'année 2020 tournaient autour de 4,5% contre 2% en 2019. En effet, ces estimations supposaient qu'après le passage du cyclone Kenneth en avril 2019 qui a touché le secteur agricole et mis en difficulté certaines activités non agricoles par la destruction d'infrastructures de certaines unités productrices, l'activité allait reprendre pour l'année 2020 sur la base des mesures de soutien annoncées par les autorités et appuyées par les partenaires mais aussi par les efforts du secteur privé. Avec ce choc du cyclone Kenneth et le début de l'année 2020, la situation

économique mondiale est marquée par l'apparition du COVID-19 d'abord en Chine, principale moteur de la croissance économique mondiale, puis en Europe et aux Etats-Unis, ainsi qu'en Afrique. Ce contexte a entraîné des incertitudes sur le niveau de l'activité économique mondiale en général et pour chaque pays en particulier. Selon les impacts socioéconomiques liés à la crise sanitaire mondiale du covid 19, les prévisions macroéconomiques indiquent des situations de récession au niveau mondiale, régionale et dans le pays avec un taux de croissance de -0,4%.

Cette situation dans le pays s'expliquerait par la dépendance de notre économie vis-à-vis de l'extérieur en termes d'investissement, d'échanges commerciaux en biens et services largement affecté par la crise sanitaire. La Chine et la France durement touchées par la pandémie, font partie des principaux partenaires commerciaux du pays, ce qui a eu des impacts en grande partie affecter l'activité économique en liaison avec les difficultés macroéconomiques que pourraient enregistrer ces pays.

Les données de l'enquête auprès des ménages de 2014 montrent que près de 42% de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté, avec une pauvreté particulièrement prévalente dans les zones rurales et sur l'île d'Anjouan. Les inégalités sont également très importantes avec un coefficient de Gini estimé à 45. Les données de l'enquête auprès des ménages de 2004 montrent un taux de pauvreté de 45%. Avec le double choc subi par le pays sur les deux années successives, c'est-à-dire le cyclone Kenneth en 2019 et le covid 19 en 2020, on pourrait s'entendre à une dégradation des conditions de vie de la population en 2020.

L'enquête sur la pauvreté et les conditions de vie des ménages de 2020 a été conçue dans le but d'instaurer un cycle d'enquêtes auprès des ménages de haute qualité afin d'autoriser des comparaisons à travers le temps. Trois enquêtes ménage, l'enquête budget consommation en 1995, l'enquête intégrale auprès des ménages en 2004 et l'enquête 123 en 2013-2014, ont été réalisées au cours de ces dernières décennies.

La Banque Mondiale a récemment suggéré un nouveau cadre pour les projets communs BM-CEDEAO à travers une harmonisation des enquêtes ménages afin d'améliorer la qualité et la comparabilité des indicateurs de pauvreté et des conditions de vie. C'est ce nouveau cadre, qui a été utilisé comme base pour la préparation et la conception de l'enquête sur la pauvreté et les conditions de vie de 2020. Toutefois, ces enquêtes auprès des ménages ne sont pas comparables et ne permettent pas de tirer des conclusions quant à l'évolution de la pauvreté durant la dernière décennie à cause des méthodologies différentes de collecte. Des ajustements et des traitements pourront nous aider à faire la comparaison sur l'ensemble des données disponibles.

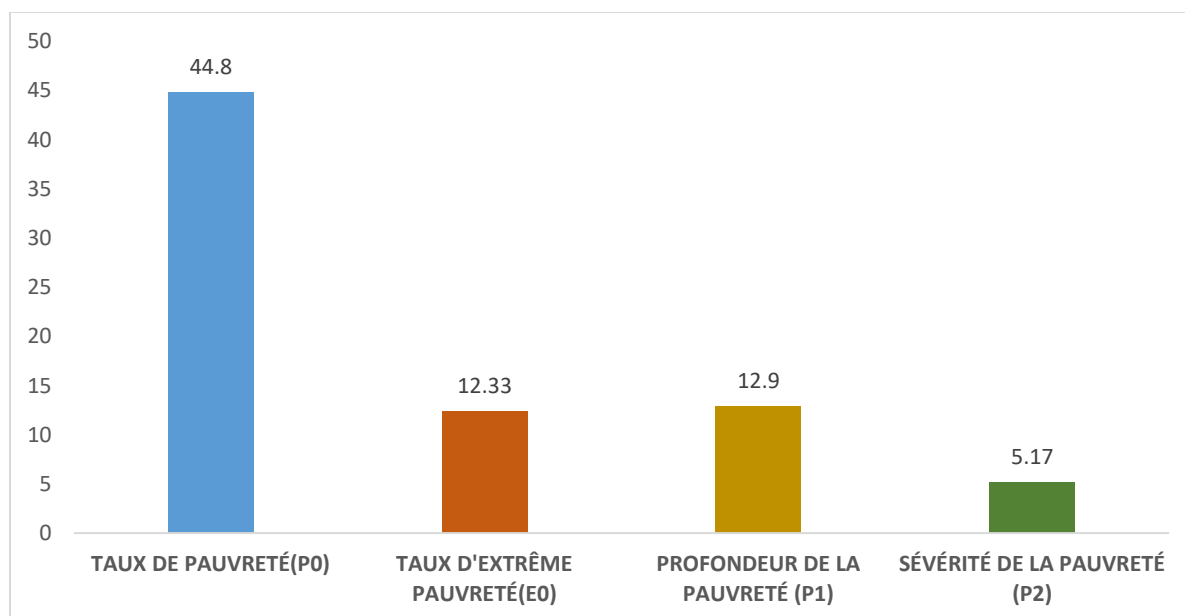
Ce présent rapport présente les principaux résultats clés de l'enquête sur la pauvreté de 2020. Cette enquête est placée sous la tutelle du Ministère des Finances, du Budget, chargé du Secteur Bancaire et exécutée par l'Institut Nationale de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED).

Une incidence de pauvreté élevée au niveau national et à Ndzouani, cependant faible à Moroni.

Un peu plus de quatre Comoriens sur dix vivent en-dessous du seuil de pauvreté national et environ un dixième de la population est dans une d'extrême pauvreté. Ceci dit qu'en 2020, près de 339 726 Comoriens (44,8% de la population) vivaient en-dessous du seuil de pauvreté, établi selon le coût des besoins de base qui s'élève à 55 493 KMF par habitant et par mois.

Environ 93 500 Comoriens (12,33% de la population) n'arrivent pas à subvenir à ses besoins nutritionnels minimaux de 2400 kilocalories (kcal) par personne et par jour (figure1), ainsi ces personnes vivent dans l'extrême pauvreté.

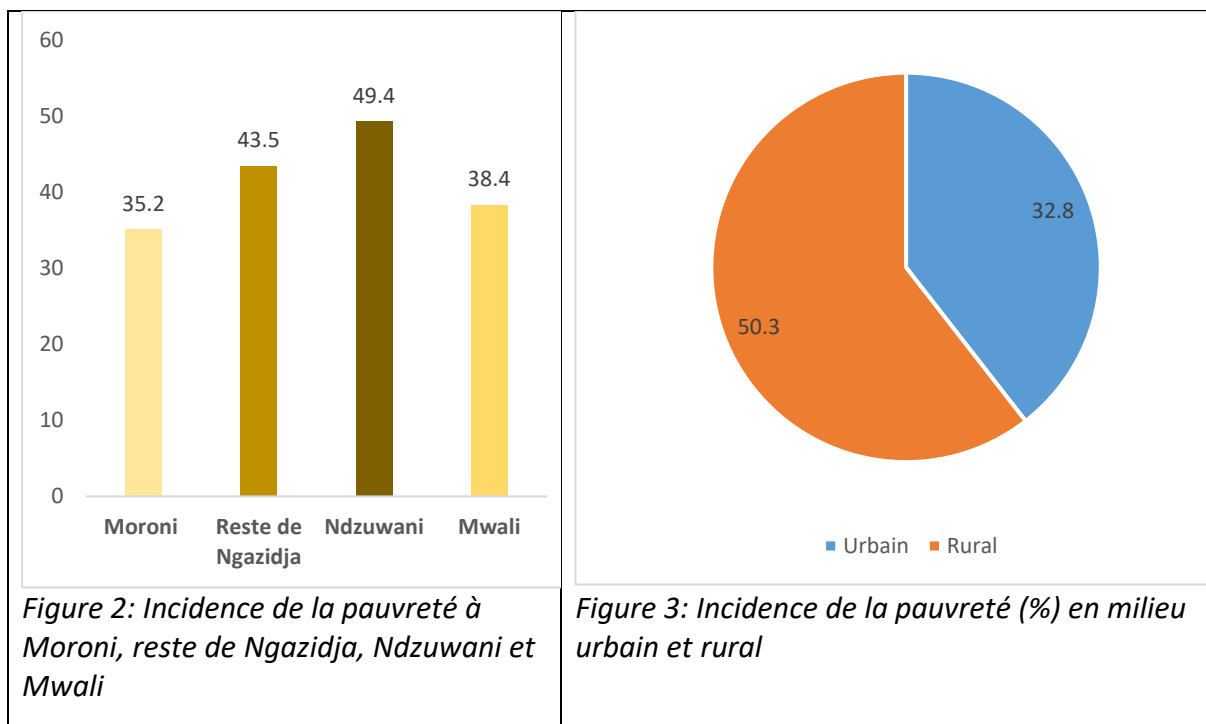
Figure 1: Incidence de la pauvreté et de l'extrême pauvreté (%)



Source : EHCVM 2020

Une répartition inégale de la pauvreté sur le territoire

Inégalement répartie sur le territoire national, la pauvreté est plus forte en milieu rural (50,3% de la population rurale) où environ trois pauvres sur quatre y vivent, à Ndzouani (49,4% de la population Anjouanaise) et dans le reste de Ngazidja (43,5% de la population du reste de Ngazidja), cependant, elle est moins répandue en milieu urbain, Moroni et à Mwali où l'incidence de pauvreté est respectivement 32,8%, 35,2% et 38,4%. (figure2 et 3)

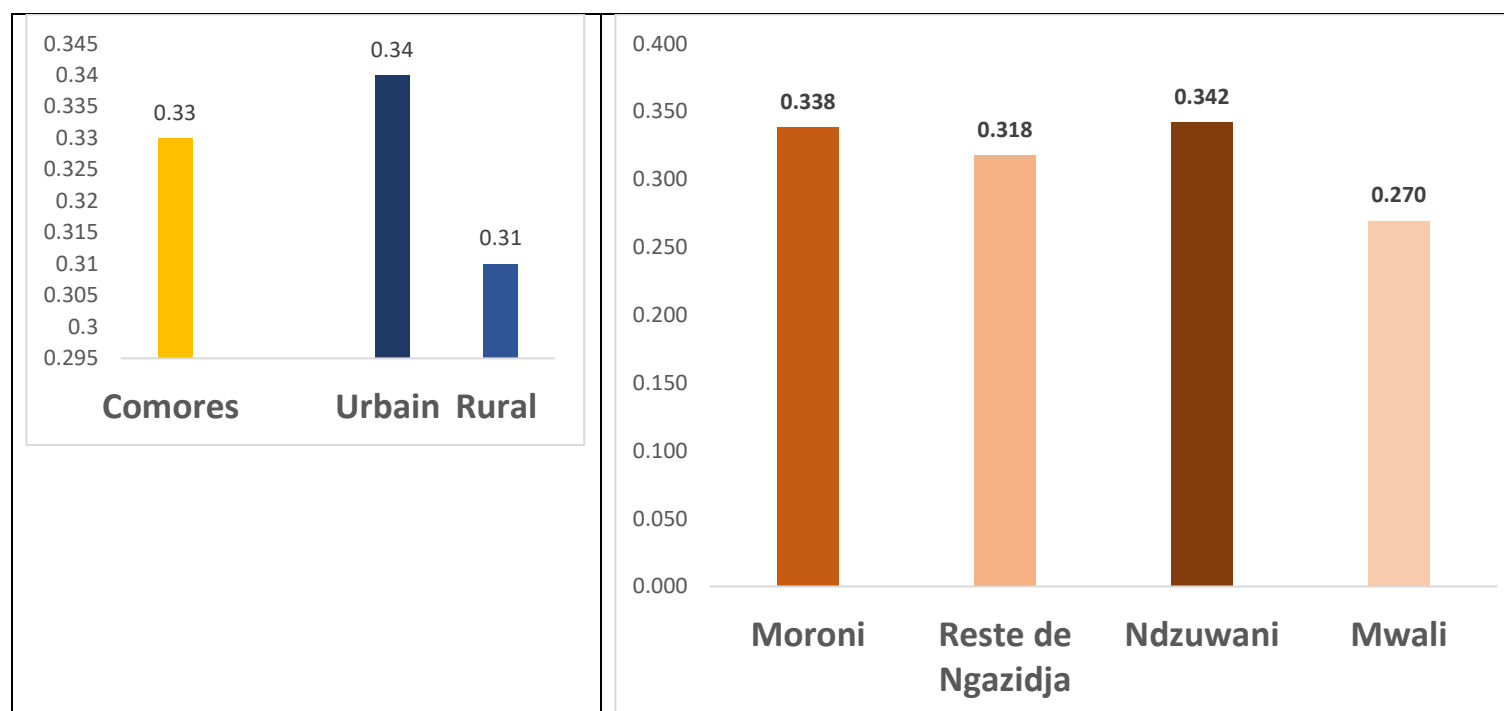


Source : EHCVM 2020

Inégalités, Profil et corrélats de la pauvreté en 2020 en Union de Comores.

Avec un coefficient de Gini de 33%, il est évident que la consommation annuelle par tête est inégalement répartie en Union de Comores et les disparités sont plus dans les zones urbaines, à l'île de Ndzuwani et à Moroni (34%).

Figure 4: L'inégalité aux Comores en fonction du coefficient de Gini



Source : EHCVM 2020

Les familles nombreuses de taille de 10 personne et plus, les faibles niveaux d'éducation, l'emploi agricole ainsi que les ménages qui ne reçoivent aucun transfert ou ont subi deux chocs et plus contribuent à la pauvreté.

La pauvreté est fortement corrélée avec la taille des ménages.

Plus la taille de ménage augmente plus ce dernier devient pauvre, un membre supplémentaire dans le ménage augmente les charges et les besoins de celui-ci. Le niveau de pauvreté de ménage augmente d'une façon consistante avec le nombre d'enfants surtout de bas âge ; de telle sorte qu'avoir plus d'enfants de 0-6 ans dans le ménage réduit le bien-être de ce dernier d'au moins 30%. Ceci dit que, le nombre élevé des personnes à charge a un effet négatif sur les moyens des individus pauvres à subvenir leur consommation de base.

On observe encore que les ménages pauvres ont des chefs de ménages ayant des niveaux d'éducation plus faibles (51,3%).

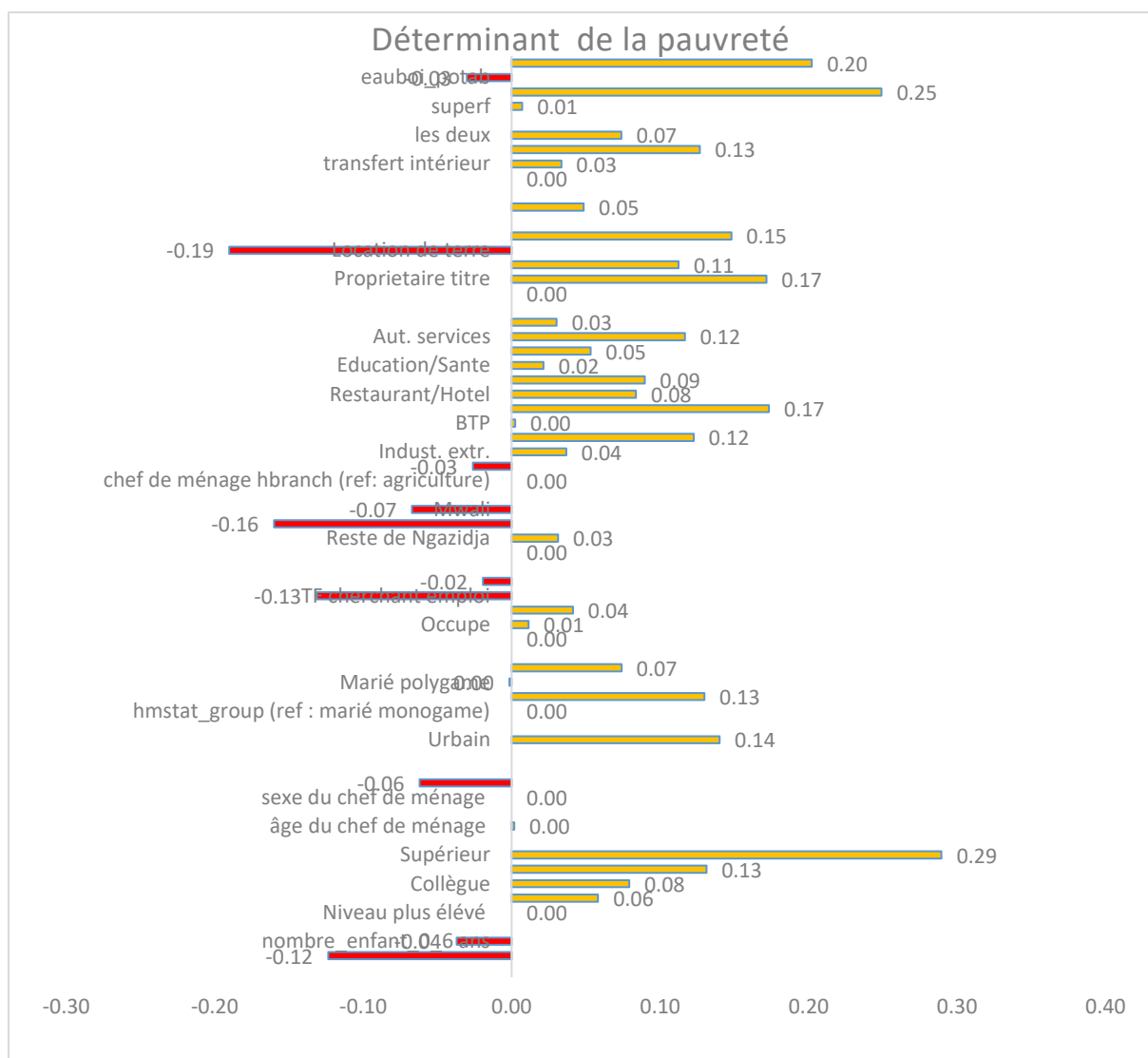
Les chocs subis par les ménages ont un effet négatif sur leur bien-être, la pauvreté augmente selon le nombre de choc que le ménage a eu. En effet le taux de pauvreté est plus élevé pour les ménages qui ont subi deux chocs et plus (52,4%) (Catastrophe naturelle ou autre).

Près de la moitié (49,4%) des individus vivant dans les ménages qui ne reçoivent aucun transfert d'argent (extérieur, intérieur ou les deux) sont pauvres. Cependant la pauvreté est moins répandue chez les individus des ménages qui reçoivent deux transferts (27,5%) ou un transfert d'argent venant de l'extérieur (36,1%).

La pauvreté est moins dispensée chez les ménages dont le chef de ménage travaille dans la branche d'activité restaurant/hôtel, Transport/commerce et Education/santé. Sept pauvres sur dix (70%) travaillent dans le secteur informel et 62,4% sont salariés, et un peu plus de quatre sur dix d'entre eux (46,3%) dépendent de l'agriculture, la pêche ou l'élevage pour subvenir à leurs besoins.

L'accès aux infrastructures comme le cas de l'accès à l'électricité, la détention des superficies cultivables améliorent le bien-être respectivement de 20%, et 1%. Il y'a donc un intérêt du capital physique et social dans l'amélioration du niveau de vie (Figure 5).

Figure 5: Déterminant de la pauvreté.



Source : EHCVM 2020

Annexes

Définition des mots clé.

Taux de pauvreté monétaire/incidence de pauvreté (P0) :

On appelle taux de pauvreté monétaire la proportion de la population dont la consommation totale annuelle par personne est inférieure au seuil de pauvreté national établi sur la base des coûts des besoins de base (coûts de besoin essentiels). Cette consommation annuelle est corrigée des prix pour tenir compte de la différence du coût de la vie entre les îles.

Pauvreté alimentaire :

La pauvreté alimentaire se réfère à un panier de biens et services alimentaires permettant à avoir le minimum nutritionnel de 2400 kilocalories (Kcal) par personne par jour

Taux de pauvreté extrême(E0) :

Le taux de pauvreté extrême est la proportion de la population dont la consommation totale annuelle par personne est inférieure au seuil de pauvreté alimentaire.

Cette catégorie de population n'arrive pas à subvenir leurs besoins nutritionnels minimaux de 2400 kilocalories (kcal) par personne et par jour.

Profondeur de la pauvreté (P1):

La profondeur de la pauvreté est la distance entre la dépense de consommation moyenne des personnes pauvres et le seuil de pauvreté.

Sévérité de la pauvreté(P2) :

La sévérité de la pauvreté évalue l'inégalité entre les personnes pauvres.

Indice de Gini : est un indicateur synthétique permettant de rendre compte du niveau d'inégalité pour une variable (le revenu, la dépense de consommation, salaires) et sur une population donnée.

Il varie entre 0 (égalité parfaite) et 1 (inégalité extrême).

Entre 0 et 1, l'inégalité est d'autant plus forte que l'indice de Gini est élevé.

Il est égal à 0 dans une situation d'égalité parfaite où la variable prend une valeur identique sur l'ensemble de la population.

À l'autre extrême, il est égal à 1 dans la situation la plus inégalitaire possible, où la variable vaut 0 sur toute la population à l'exception d'un seul individu. Les inégalités ainsi mesurées peuvent porter sur des variables de revenus, de salaires, de niveau de vie, etc.¹

¹ INSEE paris

Choc subi par le ménage :

Voici la liste des chocs éventuellement survenus dans le ménage au cours des 3 dernières années, des conséquences de ces problèmes sur le bien-être du ménage et des stratégies adoptées pour y faire face.

- Maladie grave ou accident d'un membre du ménage
- Décès d'un membre du ménage
- Divorce, séparation
- Sécheresse/Pluies irrégulières
- Inondations
- Incendies
- Taux élevé de maladies des cultures
- Taux élevé de maladies des animaux
- Baisse importante des prix des produits agricoles
- Prix élevés des intrants agricoles
- Prix élevés des produits alimentaires
- Fin de transferts réguliers provenant d'autres ménages
- Perte importante du revenu non agricole du ménage (autre que du fait d'un accident ou d'une maladie)
- Faillite d'une entreprise non agricole du ménage
- Perte importante de revenus salariaux (autre que du fait d'un accident ou d'une maladie)
- Perte d'emploi salarié d'un membre
- Vol ou perte d'argent, de biens, de récolte ou de bétail
- Conflit Agriculteur/Éleveur
- Conflit armé/Violence/Insécurité
- Attaques acridiennes ou autres ravageurs de récolte
- Glissement de terrain
- Destruction de logement/habitation

Méthodologie

Préparation et conception de l'enquête : le cadre-type du projet de la CEDEAO a servi de base à la préparation des questionnaires et au tirage de l'échantillon. Toutefois, certains ajustements ont été effectués afin de garantir la comparabilité avec les enquêtes précédentes et afin de prendre en compte les caractéristiques spécifiques aux Comores qui sont critiques pour les politiques publiques. Ce cadre, qui est issu de l'Enquête sur la mesure du niveau de vie (Living Standard Measurement Survey – LSMS), a subi de nombreuses améliorations en termes de méthodologie pour la collecte des données de consommation des ménages. Ces améliorations incluent : (i) le développement de modules spécifiques pour une mesure plus précise de la consommation alimentaire, y compris la production alimentaire par le ménage et les repas pris à l'extérieur, (ii) une enquête complémentaire menée sur les marchés pour prendre en compte le problème des unités locales et (iii) l'individualisation des dépenses de santé et d'éducation. Les autres aspects liés à la méthode de saisie des données de consommation (journal ou mémoire, durée de la période de référence, etc.) seront considérés

en fonction de leurs coûts et de leurs effets sur la comparabilité des données. Le questionnaire collectera des données sur des caractéristiques clés de genre, telles que l'éducation, la santé, l'accès aux services de base et le contrôle d'actifs économiques.

De plus, le questionnaire comportera des modules spécifiques sur les transferts internationaux et sur l'agriculture. Le premier module permettra d'évaluer le montant des transferts effectués par la diaspora comorienne et leurs répercussions sur les conditions de vie des ménages et sur l'économie dans son ensemble. Compte tenu de l'importance des secteurs de l'agriculture et de la pêche pour l'économie comorienne et pour les moyens de subsistance pour les pauvres, le second module se concentrera sur la collecte de données importantes de ces secteurs afin d'améliorer la compréhension des liens entre l'agriculture/pêche, le statut socio-économique et les activités de revenu non-agricoles. Le projet apportera aussi son soutien pour concevoir un nouveau cadre d'échantillonnage tiré du recensement de 2017. Une méthode d'échantillonnages en deux étapes, aléatoire, par strate et par probabilité proportionnelle à la taille a été adoptée.

Pour la première étape de sélection, les listes des zones de dénombrement du recensement de 2017 ont été utilisées comme base. Les zones de dénombrement ont été rendues aléatoires proportionnellement à leur taille dans chaque strate. Pour la seconde étape, un certain nombre de ménages sera tiré aléatoirement dans chaque zone de dénombrement.

Mise en œuvre de l'enquête et collecte des données : les activités comprenaient la préparation du matériel et des documents de formation destinés aux formateurs et aux enquêteurs, l'appui à la formation des formateurs et des énumérateurs, la préparation du calendrier pour le travail de terrain et du contrôle de la qualité durant la collecte et enfin, la collecte des données sur la consommation, les conditions de vie et les caractéristiques socio-économiques des ménages. L'enquête a été conduite à l'aide d'entretiens individuels assistés par tablette (type CAPI) et s'inspirera des recommandations formulées et des leçons tirées des projets LSMS-CAPI de la Banque mondiale. Les cartes numériques existantes des unités d'échantillonnage primaires, développées au cours du recensement de 2017, facilitaient l'identification des échantillons des zones de dénombrement. En outre, en fonction de la conception de l'échantillon, l'intégralité du pays a été couverte simultanément au cours de toute la période de l'enquête, celle-ci étant étalée sur douze mois.

Traitement et diffusion des données : cette sous-composante comprend trois types d'activité. Premièrement, aider l'INSEED à nettoyer et compiler les données de l'enquête. Les activités incluront la préparation d'une approche standard pour le nettoyage des données et le contrôle de qualité, ainsi que la mise en place d'une procédure intégralement documentée et répliquable en ce qui concerne la vérification de données, le repérage d'erreurs et leurs corrections, etc. Deuxièmement, assister l'INSEED dans la méthodologie de l'estimation de la pauvreté (parmi d'autres statistiques clés), y compris les estimations d'agrégat de consommation, des indices de prix, du seuil de pauvreté, etc. Une attention particulière sera consacrée aux problèmes de comparabilité qui pourraient se produire suite à des changements dans la conception des enquêtes. Troisièmement, assister l'INSEED dans l'analyse des données de l'enquête, la préparation du rapport de l'enquête et la diffusion des

résultats de l'enquête. Une attention particulière sera portée à la production de statistiques spécifiquement liées au sexe.

Stratification

Au total, 7 strates d'échantillonnage ont été créées pour améliorer la représentativité spatiale des indicateurs produits par l'enquête :

- 1-Moroni : La ville de Moroni constitue une strate,
- 2- Reste de Ngazidja Urbain : les zones urbaines de Ngazidja sauf Moroni forment une strate,
- 3-Reste de Ngazidja Rural : les zones rurales de Ngazidja forment une strate,
- 4-Ndzuwani Urbain : les zones urbaines de Ndzuwani forment une strate ;
- 5-Ndzuwani Rural : les zones rurales de Ndzuwani forment une strate,
- 6-Mwali Urbain : les zones urbaines de Mwali forment une strate
- 7-Mwali Rural : les zones rurales de Mwali forment une strate.

L'Echantillonnage :

Un total de 6840 ménages ont été tiré au hasard avec équiprobabilité dans un échantillon de 380 Zone de Dénombrement (ZD) choisit en utilisant une méthode de probabilité inégale (un tirage proportionnellement à la taille) pour un objectif d'enquêter 5700. Cependant 5624 ménages ont été enquêtés avec succès, soit un taux de réponse de 98,66%.